

NOVEMBRE 2024



Media Monitoring Report

Calendrier des communales 2024



Dépôt des candidatures

5 au 19 septembre 2024



Affichage des bureaux de vote

au plus tard le 12 octobre 2024



Campagne électorale

19 novembre au 9 décembre 2024

Jour J

Jour des élections

11 décembre 2024



Résultats provisoires

au plus tard le 24 décembre 2024

Résumé exécutif

Les élections communales sont un moment crucial pour comprendre les défis et opportunités des médias à Madagascar. Malgré des initiatives pour renforcer la professionnalisation et la protection des journalistes, les lacunes en matière d'éthique, de régulation et de sécurité demeurent préoccupantes.

La politisation des médias demeure une caractéristique majeure du paysage médiatique malgache. Cette polarisation s'explique par des affiliations politiques explicites ou implicites des organes de presse, souvent dues à leur dépendance financière envers des figures politiques ou des entreprises proches des sphères de pouvoir. Par conséquent, les médias "pro-pouvoir" mettent en avant des récits favorables à l'exécutif, occultant parfois les problèmes sociaux ou économiques sensibles. Les médias d'opposition, quant à eux, amplifient les critiques contre le régime, alimentant les tensions et, parfois, diffusant des contenus polémiques non vérifiés. Cette dichotomie affaiblit le rôle des médias comme garants d'une information objective et contribue à une fragmentation de l'opinion publique. Cette polarisation a restreint l'accès équitable aux plateformes médiatiques pour les candidats indépendants et ceux issus de petits partis, limitant ainsi la pluralité des voix. Ce constat pose la question de l'impartialité et de l'éthique journalistique dans les périodes électorales sensibles.

la période étudiée, sans déroger à la règle, s'est distinguée par une prolifération des fausses informations, particulièrement. Ces pratiques ont influencé les débats publics et parfois remis en cause la crédibilité des médias traditionnels. Les contenus biaisés et les fake news ont circulé rapidement, ciblant les électeurs avec des récits sensationnels ou manipulés. Bien que des formations sur la vérification des faits aient été organisées pour renforcer les capacités des journalistes, ces efforts n'ont pas suffi à contrer l'ampleur du phénomène.

Les journalistes ont joué tant bien que mal leur rôle, dans l'éducation des électeurs, notamment dans les zones rurales où l'information reste limitée. Les médias ont parfois dû compenser le manque de sensibilisation citoyenne en expliquant les rôles et responsabilités des élus locaux. La majorité des contenus médiatiques étant produits en malgache "officiel" et/ou en français, certaines populations rurales n'ont pas pu bénéficier pleinement de ces efforts, accentuant les inégalités dans l'accès à l'information.

La période électorale a une fois de plus, révélé des carences importantes dans la régulation des médias :

- faible encadrement des pratiques médiatiques : malgré des infractions à l'éthique journalistique, peu de sanctions ont été appliquées.
- absence d'observateurs spécialisés : bien que des missions d'observation électorale aient été mises en place, l'accent sur le rôle des médias dans le processus démocratique reste limité.

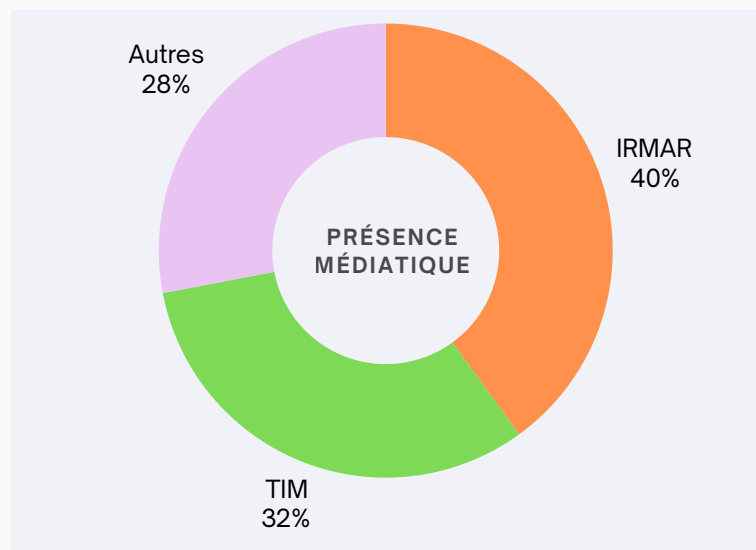
Un cadre juridique plus clair et des institutions de régulation indépendantes sont essentiels pour garantir une couverture médiatique transparente et équilibrée. Les pratiques médiatiques observées révèlent un paysage à la fois prometteur et problématique. Si les journalistes jouent un rôle crucial dans l'éducation civique et la transparence électorale, ils sont encore confrontés à des défis majeurs tels que la polarisation politique, la désinformation, et les menaces à leur sécurité. Une réforme structurelle, combinée à une meilleure formation et à une régulation efficace, s'impose pour renforcer la contribution des médias à la démocratie à Madagascar.

TIM vs IRMAR

Comme lors des échéances électorales précédentes, le terrain médiatique semble être occupé par les partis disposant de médias ; et particulièrement le TIM et l'IRMAR

L'incidence des médias dans cette campagne électorale reflète une asymétrie structurelle entre un camp ayant accès à un appareil médiatique étendu et centralisé (IRMAR/TGV) et un autre contraint de s'appuyer sur des ressources alternatives (TIM). Cette situation met en lumière la nécessité de régulations plus strictes pour assurer l'équité dans la couverture médiatique des campagnes à Madagascar. Une réforme des médias publics pourrait garantir une pluralité des voix et un accès égal aux plateformes, contribuant ainsi à un processus électoral véritablement démocratique.

En pleine campagne électorale pour les élections communales, les candidats des camps Tiako i Madagasikara (TIM) et IRMAR/TGV se sont affrontés dans un contexte marqué par des stratégies médiatiques distinctes, influencées par les ressources disponibles et les orientations politiques des médias.



L'accès différencié aux médias entre les deux groupes a joué un rôle majeur dans leurs stratégies.

- IRMAR/TGV :

Grâce à ses liens étroits avec le régime en place, ce camp a bénéficié d'une couverture importante sur les médias publics comme la TVM et RNM, ainsi que sur des chaînes privées perçues comme affiliées au pouvoir. Ces médias ont souvent relayé des messages valorisant les candidats du régime tout en minimisant ou critiquant les initiatives de l'opposition

- TIM :

Avec une moindre maîtrise des médias publics, le TIM s'est appuyé sur des chaînes indépendantes comme celles du Groupe MBS pour mobiliser ses partisans. Cependant, ces canaux ont une portée plus limitée comparée aux médias publics, rendant difficile la couverture homogène du territoire national

CUA : champ de bataille

La conquête de la mairie d'Antananarivo revêt des enjeux politiques importants. Suivant le bord politique, elle peut être une manière de consolider le pouvoir étatique, ou vu comme une opportunité de le déstabiliser ; voire d'en faire un tremplin pour briguer la présidence de la République.

Les campagnes des candidats à la mairie d'Antananarivo ont pris une dimension stratégique, mettant en avant des visions distinctes pour réformer la capitale malgache. Deux candidats se sont particulièrement illustrés, à part ceux du TIM et de l'IRMAR ; en l'occurrence, les indépendants Tahina Razafinjoelina et O'Gascar Fenosoa Mandrindravivony.

1- Harilala Ramanantsoa : “la seule candidate du pouvoir”

Contrairement à ce qu'elle a montré depuis le début de la précampagne, la candidate IRMAR a montré qu'elle ne compte pas faire de la figuration et annonce la couleur de sa campagne. L'ancienne Présidente de Délégation Spéciale (PDS) de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) et non moins candidate de la plateforme Isika Rehetra Miraka amin'i Andry Rajoelina (IRMAR), Harilala Ramanantsoa, à la course à la mairie de la capitale, a organisé au Gymnase couvert Mahamasina, son premier meeting dans le cadre de la précampagne. Très timide durant les quatre premières semaines elle a sorti ses griffes. “Je suis la seule candidate du pouvoir. Je suis la candidate orange. Ne cherchez plus ailleurs”, a-t-elle tonné. (*Viva TV, Midi Madagasikara, Inona ny vaovao, TV Plus*)

En tout cas, ce premier discours de Harilala Ramanantsoa n'est pas passé inaperçu. Il a fait l'objet de différentes interprétations, surtout au niveau des plateformes de l'opposition qui n'attendent qu'elle fasse des erreurs pour confirmer leurs inquiétudes. En effet, l'opposition a toujours remis en cause la neutralité de l'administration qui peut, selon elle, entacher le bon déroulement des élections et n'assurent pas ainsi des élections libres, propres et avec des résultats acceptés par tous. (*AZ Radio, MBS, Kolo TV, Midi Madagasikara, Gazetiko*)

Les tenants du pouvoir ont toutefois tenu à désamorcer le sujet en affirmant qu'aucune infraction n'aurait été perpétrée par la candidate IRMAR, car ses paroles et déclarations ont été faites dans un cadre privé ; n'engageant que les ténors du parti et ses sympathisants. (*Viva TV, Free FM*)

2- Tojo Ravalomanana : une candidature controversée

La décision unilatérale de Marc Ravalomanana de présenter son fils, Tojo Ravalomanana, aux élections communales d'Antananarivo suscite des divisions au sein du Tiako i Madagasikara. De nombreuses personnalités influentes de l'ex-parti au pouvoir ont déjà exprimé leur soutien à d'autres candidats, ce qui laisse présager un affrontement en ordre dispersé pour l'ancien parti. Après l'officialisation de la candidature de Tojo, soutenu par le Firaikany, plusieurs figures de proue du TIM et des Zanak'i Dada ont choisi de quitter le mouvement pour rallier d'autres prétendants.

Cette rupture avec de nombreux alliés pourrait coûter cher à Tojo Ravalomanana, qui risque de perdre un soutien précieux et, par conséquent, de nombreuses voix.

Malgré cela, il est important de noter qu'à Antananarivo, Marc Ravalomanana et son fils restent des figures redoutées, et la capitale demeure un bastion solide du Tiako i Madagasikara. En effet, les élections passées ont confirmé qu'Antananarivo reste largement acquis à ce parti. Cependant, avec les préoccupations croissantes liées aux délestages et aux pénuries d'eau, un vote sanction contre le régime actuel pourrait bien être envisageable. Néanmoins, la scission au sein de l'opposition représente également un facteur crucial qu'il convient de prendre en compte dans cette élection. *(Midi Madagasikara, IBC)*

3- Tahina Razafinjoelina : l'appel à une gestion moderne et responsable

Tahina Razafinjoelina, ancien dirigeant d'entreprise et personnalité politique, a axé sa campagne sur des promesses de modernisation des infrastructures de la ville et d'amélioration des services publics. Son programme met l'accent sur des réformes dans les domaines de l'assainissement, de la gestion des déchets, et de la mobilité urbaine.

En réponse aux critiques sur la lenteur de l'administration municipale actuelle, Razafinjoelina a proposé des solutions pratiques, comme l'extension des zones d'assainissement et l'amélioration du transport public pour réduire les embouteillages chroniques de la capitale.

Son approche est pragmatique et axée sur l'action locale, et il mise beaucoup sur l'efficacité d'une gestion technique rigoureuse, avec un appel à une gouvernance transparente et décentralisée. L'un des points majeurs de sa campagne a été de renforcer la participation des citoyens aux décisions locales, en faisant appel à une dynamique de collaboration entre la municipalité et les habitants. Ce positionnement sur la bonne gouvernance et la transparence a trouvé un écho favorable parmi de nombreux électeurs qui cherchent un changement concret après des années de gestion défailante. *(IBC, Top Radio, Kolo TV)*

4- Gascar Fenosoa : la proximité et la dynamique de terrain

O'Gascar Fenosoa Mandrindrarivony a misé sur une approche plus de proximité et de dialogue direct avec les électeurs. Sa campagne se distingue par une volonté d'ancrage local, passant par des rencontres dans les quartiers et des visites dans les zones les plus reculées de la ville. Sa stratégie est centrée sur une gestion proche des préoccupations quotidiennes des habitants, avec un accent particulier sur la réhabilitation des infrastructures de base et la sécurité publique.

Ce candidat se positionne en défenseur des droits des citoyens face à des promesses de projets de réhabilitation urbaine. Il met l'accent sur l'importance de restaurer les services de base, notamment l'approvisionnement en eau potable, le traitement des ordures et la gestion du trafic. Sa campagne a également inclus des propositions pour renforcer la sécurité dans les quartiers, ce qui a résonné fortement auprès des habitants des zones périphériques souvent victimes d'insécurité. *(L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara)*

5- Enjeux d'assainissement et d'urbanisme : des priorités communes

Tous ces candidats s'accordent sur un point essentiel : la nécessité urgente de résoudre les problèmes d'assainissement, d'urbanisme et de mobilité dans la capitale. Antananarivo, souffrant de graves déficits en matière de gestion des déchets et d'infrastructures, est confrontée à un environnement urbain de plus en plus pollué et congestionné. Leurs propositions incluent l'amélioration des services publics essentiels, mais aussi des réformes structurelles visant à intégrer les pratiques de gouvernance urbaine durable dans la gestion quotidienne de la ville.

Les débats publics continuent de s'intensifier autour de ces thématiques, et les électeurs malgaches attendent des solutions concrètes face aux défis complexes de la capitale. (*Viva TV, MBS, RDB, Kolo TV, IBC, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Gazetiko, Taratra*)

6- Les débats font débat

Une série de débats est en effet au programme du marathon de campagne, pour que tous les candidats puissent défendre leurs idées, mais surtout pour que les électeurs sachent vraiment ce que ceux qui aspirent à diriger la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) ont à offrir.

Cinq candidats ont pris part au premier débat des municipales à Antananarivo, organisé par le centre Arrupe à Faravohitra ; les candidats du TIM et de l'IRMAR ont été les grands absents de ce débat. À écouter chaque prise de parole des candidats, un constat est palpable. Il y a une incertitude sur la question du budget pour mener à bien les différents projets annoncés. Le constat montre que les finances de la commune urbaine d'Antananarivo (CUA) suffisent à peine à couvrir les charges de fonctionnement. La part du budget destinée à l'investissement est maigre.

Dans les régions

Malgré une concentration sans conteste de la couverture médiatique des élections communales sur la capitale, certaines dynamiques régionales autre qu'Analamanga sont de temps en temps rapportées par certains des médias analysés.

1- Toliara : calme & discrétion

À Toliara, les préparatifs pour les élections municipales se déroulent dans une relative discrétion. Les quatre candidats ont attendu le lancement officiel de la campagne pour se lancer pleinement, tandis que les électeurs, pour l'instant, semblent peu préoccupés.

Les visites sur les marchés, les rencontres de proximité ou les débats en ligne sont encore rares, et la population semble plus préoccupée par les difficultés quotidiennes, telles que la chaleur intense et les coupures de courant. Bien que la campagne pour les élections municipales à Toliara soit calme, les candidats ont intensifié leurs actions dès le lancement officiel des campagnes le 19 novembre, espérant ainsi capter l'attention des électeurs. (*L'Express de Madagascar*)

Une fois terminée, cette même démarche sera appliquée par ces derniers, au niveau des responsables de tous les bureaux de vote. (*TV Plus, TVM, Viva TV*)

Par la suite, les régions avoisinantes comme Boeny ou Betsiboka ont elles aussi bénéficié de ces formations octroyées par la CENI (*TVM*)

2- Région Sofia

La région Sofia n'aurait jamais eu de problème conséquent relatif aux élections, selon le président de la CENI ; d'autant plus elle figure comme meilleur élève en termes de sensibilisation et d'inscription à la liste électorale. Afin de consolider ces acquis, une formation a été donnée par la CENI pour tous les membres des SRMV au sein de cette région.

Organisation électorale

1- Mouvement ROHY

L'Assemblée générale du mouvement Rohy a eu lieu le 30 octobre dernier à Ambatonakanga, réunissant des représentants de plus de 175 organisations de la société civile. Cet événement a permis de faire le point sur les travaux réalisés, de favoriser les échanges d'expériences et de définir les priorités pour l'avenir. Selon les membres du mouvement, le gouvernement semble éviter de mettre en place une réelle transparence budgétaire. Face à la situation politique actuelle, Rohy affirme sa volonté de défendre les droits humains, en particulier à travers la lutte contre la corruption et l'insécurité. Le mouvement déplore, par ailleurs, l'absence de réponses satisfaisantes de la part des autorités en place. Il critique également l'Assemblée nationale, qu'il juge réduite à un simple relais d'information. Rohy reste cependant ouvert aux propositions de tous, et accueille favorablement toute personne désireuse de contribuer positivement.

2- CENI

Les imprimés sensibles étaient prévus arriver, le 11 novembre, à Ivato ; mais finalement le vol a été annulé. La Commission électorale nationale indépendante a tenu à souligner que ces dispositions ne dépendent pas d'elle. Faut-il rappeler que le président de la CENI, Dama Arsène Andrianarisedo, est arrivé à l'aéroport d'Ivato le 23 octobre dernier, en provenance d'Afrique du Sud. Un déplacement qui avait pour objectif d'en savoir plus sur l'impression des imprimés sensibles tels que les bulletins uniques et les procès-verbaux. Notons que ces documents vont servir aux prochaines élections municipales et communales. *(Midi Madagasikara, RDB, MBS)*

Ces imprimés sensibles, en provenance d'Afrique du Sud sont arrivés le 14 novembre, à l'aéroport international d'Ivato. Il s'agit, notamment des bulletins uniques, des procès-verbaux, des feuilles de dépouillement et des enveloppes inviolables. D'après la Commission électorale nationale indépendante, des dispositions ont été prises par la commission électorale quant à l'envoi de ces imprimés sensibles jusqu'à leur arrivée aux bureaux de vote. *(TVM, TV Plus, Free FM, RDB, Taratra, Midi Madagasikara)*

Lors de son passage à Mahajanga, le président de la CENI a lancé un appel à la solidarité nationale afin de sensibiliser les citoyens à aller voter en masse le 11 décembre 2024. La CENI a annoncé la mise en place d'une application numérique innovante qui permet aux internautes de modifier leurs photos de profil sur le réseau social Facebook. Cette initiative s'inscrit dans une volonté d'utiliser pleinement les avancées technologiques actuelles pour mobiliser et sensibiliser les électeurs sur l'importance du vote. *(RDB, Viva TV, Midi Madagasikara, TV Plus)*

La CENI a clairement manifesté sa détermination à utiliser tous les moyens disponibles pour mener une campagne efficace visant à accroître l'enthousiasme des Malgaches pour voter. Avec un taux de participation de 48,31% lors des dernières élections législatives en mai 2024, cette campagne électorale vise avant tout à augmenter significativement le taux de participation aux prochaines échéances électorales. Alors que les élections municipales et communales se profilent à l'horizon, il est crucial pour la population malgache d'exercer son droit démocratique en votant et en élisant ses dirigeants locaux. La participation active aux élections locales est essentielle pour garantir une gouvernance transparente et représentative au niveau communal.

Cette campagne de sensibilisation électorale par voie électronique s'annonce donc comme un levier important pour encourager les citoyens malgaches à s'impliquer davantage dans le processus démocratique du pays. En utilisant efficacement les nouvelles technologies et en créant un engouement autour du vote, la CENI espère voir un taux de participation plus élevé et une plus grande implication citoyenne lors des prochaines consultations électorales. **(TVM, TV Plus, Free FM, RDB, Taratra, Midi Madagasikara)**

3- CNFM

Le Conseil national des femmes de Madagascar (CNFM), avec le soutien de l'OIF, a récemment formé 60 femmes candidates aux élections communales prévues pour le 11 décembre prochain. Ces candidates proviennent des 22 Régions de Madagascar, à l'exception de la Région Androy, qui ne présente pas de candidate, et elles représentent des entités politiques diverses. Dans le cadre de sa mission de promotion des droits des femmes et de renforcement de leurs capacités, le CNFM a organisé une formation de deux jours.

L'objectif principal de cette formation était de fournir aux participantes des outils pratiques sur les textes et lois régissant les élections communales, ainsi que de leur faire acquérir une meilleure compréhension des rôles et responsabilités des maires. La formation a également abordé des aspects clés tels que la gestion de campagne électorale, la communication et le leadership, afin de préparer ces femmes à la compétition électorale. Depuis 2023, l'OIF soutient les initiatives du CNFM pour favoriser la participation des femmes au processus électoral et pour augmenter leur représentation politique à Madagascar. **(Midi Madagasikara, RDB)**

4- Observatoire SAFIDY

Le faible intérêt des observateurs nationaux pour les élections communales semble apparent, d'autant plus que leur déploiement reste limité, principalement dans les grandes villes.

L'organisation de la société civile Safidy quant à elle prévoit de mobiliser 1.500 observateurs répartis à travers les 23 régions et 120 districts de Madagascar, apportant ainsi un soutien crucial pour garantir le suivi de ces élections de proximité. **(RDB, Midi Madagasikara)**

5- Conseil d'administration de l'Université d'Antananarivo

Depuis le début de la campagne électorale, des étudiants de l'Université d'Antananarivo se plaignent des perturbations causées par les activités menées par l'équipe de certains candidats à la mairie de la capitale, notamment en raison des nuisances sonores au sein de l'université.

Le Conseil d'administration, après une réunion, a appelé au respect de la Franchise universitaire, conformément au décret n°2022-565 du 4 juillet 2022 ; en rappelant qu'aucune manifestation politique ne doit avoir lieu dans l'enceinte de l'Université. **(Midi Madagasikara)**

Liberté d'expression

Liberté de la presse

Droit d'accès à l'information

1- Réunions publiques et manifestations sur la voie publique

L'ordonnance de 1960 est attaquée devant le Conseil d'Etat qui renvoie la balle à la Haute Cour Constitutionnelle car en application des dispositions de l'article 118 alinéa 2 de la Constitution, le président de Chambre de la Section Socio-économique du Conseil d'Etat a décidé de surseoir à statuer pour saisir la HCC sur la requête aux fins d'inconstitutionnalité de l'Observatoire Safidy, par rapport à l'ordonnance n°60-082 du 13 août 1960 relative aux réunions publiques et aux manifestations sur la voie publique.

Cette ordonnance remonte du temps de la Première République et régit principalement les réunions publiques et manifestations sur la voie publique, communément appelées "meetings publics" aujourd'hui. L'observatoire estimerait ainsi nécessaire, la réactualisation de ce texte. La procédure d'autorisation pour la tenue des réunions publiques et manifestations sur la voie publique est contraire à la Constitution de la Quatrième République, qui consacre notamment les libertés d'expression, de circulation et de réunion. La requête étant arrivée à Ambohidahy le 13 novembre 2024, le juge constitutionnel doit statuer au plus tard le vendredi 13 décembre prochain. (*Midi Madagasikara*)

Son approche est pragmatique et axée sur l'action locale, et il mise beaucoup sur l'efficacité d'une gestion technique rigoureuse, avec un appel à une gouvernance transparente et décentralisée. L'un des points majeurs de sa campagne a été de renforcer la participation des citoyens aux décisions locales, en faisant appel à une dynamique de collaboration entre la municipalité et les habitants. Ce positionnement sur la bonne gouvernance et la transparence a trouvé un écho favorable parmi de nombreux électeurs qui cherchent un changement concret après des années de gestion défailante. (*IBC, Top Radio, Kolo TV*)

Ilontsera vous remercie d'avoir pris le temps de lire ce rapport.

Si vous avez des interrogations ou si vous voulez approfondir notre activité de veille, ne pas hésiter à nous contacter.



-  Près Lot VS 124 Miandrarivo Ambanidia
-  +261 34 04 273 18
-  mediamattersm@gmail.com
-  www.ilontsera.mg